



Municipalia 2026 : l'UVCW présente sur cinq conférences

Alain DEPRET,

Secrétaire de rédaction

Depuis plus de 20 ans, Municipalia s'impose comme le rendez-vous incontournable des mandataires et des pouvoirs locaux. **Véritable lieu de rencontres, d'échanges et de découvertes**, le Salon rassemble chaque année les acteurs publics et privés autour des grands enjeux qui façonnent les territoires. Parce que les défis des pouvoirs locaux évoluent sans cesse, Municipalia 2026 (Wex – Marche-en-Famenne – 16 et 17 avril 2026) proposait, comme chaque année, un cycle de conférences et de tables rondes pensé comme un **véritable outil d'aide à la décision**. L'Union des Villes et Communes de Wallonie, ainsi que son association sœur Inforum, étaient de la partie avec un stand dédié cette année à la rencontre avec ses membres.

Loin des théories abstraites, les conférences organisées à Municipalia privilégiaient le partage d'expériences et le dialogue direct entre experts, décideurs et acteurs de terrain. Qu'il s'agisse d'anticiper les mutations technologiques avec l'IA, de sécuriser les procédures juridiques ou de renforcer la cohésion sociale, chaque session avait pour objectif d'apporter des clés de compréhension et des pistes d'action concrètes. Cette année, l'accent était ainsi mis sur l'interactivité pour permettre à chaque visiteur de devenir acteur des débats.

Comme à l'accoutumée, l'Union des Villes et Communes de Wallonie organisait plusieurs de ces conférences, seule ou en collaboration. C'était également l'occasion, pour l'équipe Communication de l'UVCW, d'inaugurer sa page Facebook grâce à plusieurs reportages. Le *Mouvement communal*, lui, était présent à tous les étages et propose au lecteur, dans les lignes qui suivent, de prendre le pouls de chaque intervenant de l'UVCW en sortie de prise de parole.

Jeudi 16 avril

CONTRÔLE DU RESPECT DES NORMES DE SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES ÉTABLISSEMENTS OUVERTS AU PUBLIC. QUELLES SONT LES RESPONSABILITÉS DES AUTORITÉS LOCALES ?



ORGANISATEURS: ETHIAS ET UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE

Le drame récent survenu à Crans-Montana rappelle cruellement combien le respect des normes de sécurité incendie est essentiel au sein des établissements Horeca et touristiques, notamment. Afin de prévenir la survenance de tels événements sur le territoire, il est indispensable de veiller à l'application rigoureuse des législations spécifiques en matière de sécurité incendie. Cette conférence proposait donc un éclairage sur les responsabilités qui incombent dans ce domaine en tant qu'autorité communale, sous l'angle du nouveau Code pénal, ainsi que sur les différents leviers d'action dont vous disposez pour garantir la sécurité du public.

Intervenants: Sylvie Smoos, Conseillère experte, Union des Villes et Communes de Wallonie ; Bruno Lejeune et Pierre-Yves Lescahier, Ethias

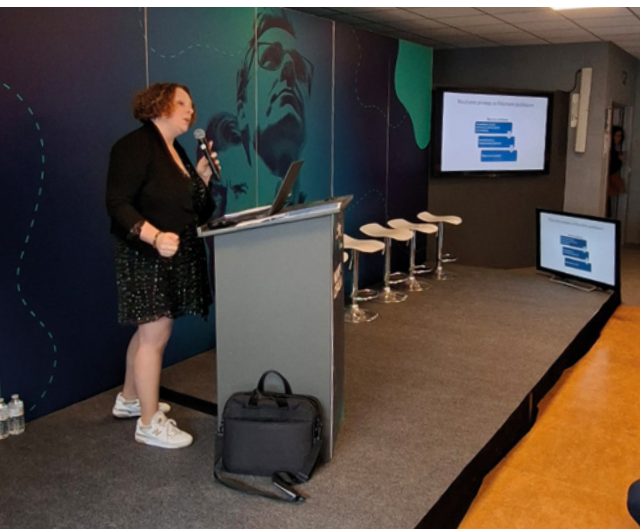


Sylvie Smoos, Conseillère experte UVCW: « Il faut savoir que les communes ont la possibilité de prendre des mesures, par exemple dans des règlements de police, pour imposer des mesures de prévention incendie et essayer de limiter les risques. Il est donc particulièrement important que les communes prennent conscience de ce qu'elles peuvent faire en matière de prévention incendie. Parce que, si elles n'agissent pas, elles pourraient voir leur responsabilité pénale engagée. Il existe ainsi des normes de base que l'on doit essayer de respecter, bien évidemment, mais, à côté de cela, les communes peuvent aussi imposer des mesures supplémentaires pour éviter d'éventuelles catastrophes, des mesures qui doivent d'ailleurs être proportionnelles au but recherché. Quand les normes ne sont pas respectées, le bourgmestre peut faire fermer certains établissements. Pour les établissements qui ont l'obligation d'avoir une assurance responsabilité civile, par exemple, il peut faire fermer ceux-ci s'ils ne sont pas assurés correctement ».

SORTIR DE LA COURSE AU PRIX LE PLUS BAS: QUELLE STRATÉGIE D'ACHAT POUR LES SERVICES INTELLECTUELS ?

ORGANISATEURS: FONDATION DES MARCHÉS PUBLICS, AVOCATS.BE, ET UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE

Dans un contexte budgétaire contraint, la tentation du prix le plus bas reste forte dans les marchés publics de services intellectuels passés par les autorités wallonnes. Mais cette logique garantit-elle réellement la bonne utilisation des deniers publics? Ce débat a réuni des représentants de la Fondation des Marchés publics, de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et d'Avocats.be pour analyser les risques juridiques, économiques et qualitatifs d'une mise en concurrence centrée sur le prix, en s'appuyant notamment sur l'exemple des marchés publics d'avocats.





Intervenants : Gauthier Eryvn, Administrateur, Fondation des Marchés publics ; Jean Laurent, Avocat - Avocats.be ; et Marie-Laure Van Rillaer, Conseillère experte, Union des Villes et Communes de Wallonie



Marie-Laure Van Rillaer, Conseillère experte UVCW : « Dans les marchés publics, on a l'habitude de recourir au critère d'attribution unique du prix. Cela amène à certaines dérives: la concurrence déloyale et une certaine perte de qualité. L'idée est donc de sortir de cette habitude et d'envisager d'autres critères d'attribution. En marché de services intellectuels, c'est un élément prépondérant. Mais la question de la qualité peut également être présente au travers des critères d'attribution. On peut envisager différents critères, différents leviers dans ces critères d'attribution : la méthodologie ou l'expérience du personnel assigné à l'exécution. L'idée est donc de faire une bonne prospection du marché pour déterminer les critères d'attribution les plus utiles, les plus adéquats. Il faut aussi réfléchir à la pondération et à la méthode d'évaluation des offres pour avoir des critères d'attribution suffisants et adéquats. La deuxième idée, c'est effectivement que, outre cette prospection, on peut envisager une professionnalisation du métier d'acheteur public. Cela peut passer par des leviers tels que la centrale d'achat ou la formation des agents assignés à ces tâches ».

ENSEMBLE, RENFORÇONS LA PLACE DES FEMMES EN POLITIQUE LOCALE

ORGANISATEURS: UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE ET SPW INTÉRIEUR ET ACTION SOCIALE

Chaque année, les femmes engagées en politique locale sont de plus en plus nombreuses. Elles font face à des défis majeurs: charge mentale accrue, exposition aux violences (notamment sexistes), difficultés de conciliation entre vie privée et vie professionnelle... Pour répondre à ces enjeux, le SPW Intérieur et Action sociale et l'Union des Villes et Communes de Wallonie organisaient une conférence dédiée à la place des femmes dans la politique locale. Cette conférence était l'occasion de présenter le Réseau des élues locales, nouvellement créé. Destiné aux bourgmestres, échevines, présidentes de CPAS, conseillères communales et de CPAS de Wallonie, ce Réseau a pour ambition de répondre aux besoins spécifiques des femmes engagées en politique locale. Il offre un espace d'écoute et de dialogue tout en nourrissant les politiques régionales à partir des réalités de terrain. Grâce à des outils adaptés, des formations sur mesure et une plateforme en ligne, le Réseau ambitionne de renforcer la résilience des élues et de promouvoir un leadership féminin plus solide et durable (www.uvcw.be/reseau-elues-locales).

Intervenants : Rachel Sobry, Présidente de l'UVCW et Bourgmestre de Thuin ; Michèle Boverie, Secrétaire générale de l'UVCW ; Sylvie Grolet, Directrice a.i. de la Direction de l'Intégration et de l'Égalité des chances - SPW Intérieur et Action sociale ; et Augustin Habra, Agent en charge de la thématique Élections - SPW Intérieur et Action sociale





Rachel Sobry, Présidente de l'UVCW:
«Aujourd'hui, j'ai pris la parole en tant que Présidente de l'UVCW, mais aussi en tant que Bourgmestre, femme élue locale et jeune élue. Donc, le but de mon intervention était de faire remonter des témoignages, des expériences de terrain. Mon expérience à ce propos est le fruit de l'époque où j'étais Députée, où je constatais déjà du sexisme ordinaire, mais aussi de mon mandat de Bourgmestre et de mon statut de jeune maman. Aujourd'hui, je vis d'autant plus les remarques et les attaques, qui viennent même parfois de femmes. J'ai vu, dans l'assemblée, que plein de femmes se retrouvaient dans mes témoignages. Cela démontre qu'on a pris le train en marche et qu'on a bien fait de le faire parce qu'il y a du boulot pour accompagner,

adapter le cadre réglementaire et faire changer les mentalités. Certaines personnes ne sont plus à convaincre, mais il y a toujours des récalcitrants. Mais ce qui est difficile, c'est que les récalcitrants n'ont pas du tout conscience d'être récalcitrants. Donc là, il faut mener un vrai travail proactif et démontrer la nécessité et les bienfaits d'avoir des femmes au niveau de la démocratie locale. Et pas que... À tous les niveaux, je crois.»

Michèle Boverie, Secrétaire générale de l'UVCW: *«Le message que nous souhaitons faire passer, c'est que nous sommes à la disposition des élues locales pour les soutenir au mieux, mais surtout pour susciter les vocations de façon à ce que les élues puissent mener correctement leur mandat local. Nous aurons ainsi le plaisir, en collaboration et avec le soutien de Monsieur le Ministre Coppieters et Monsieur le Ministre Desquesnes, de mettre en place un Réseau des élues locales. Et nous allons organiser, le 8 juin prochain, un colloque d'une journée sur cette thématique, où nous révélerons les résultats de la grande enquête que nous avons lancée auprès des élues.»*

LES CPAS ONT 50 ANS: HISTOIRE ET PERSPECTIVES

**ORGANISATEUR: FÉDÉRATION DES CPAS
DE WALLONIE**

En 2026, les CPAS célèbrent 50 d'existence et d'engagement au service de la dignité humaine. Cette conférence a offert l'occasion de revisiter l'histoire d'une institution née en 1976 pour garantir l'accès aux droits fondamentaux, et qui



n'a cessé d'évoluer au rythme des transformations sociales, économiques et démographiques du pays. Alain Vaessen, Directeur général de la Fédération des CPAS, est revenu sur les grands jalons qui ont marqué son développement, sur l'élargissement progressif de ses missions et de ses publics, ainsi que sur les innovations portées par ses travailleurs. Ce cinquantenaire est aussi un regard tourné vers l'avenir: comment les CPAS peuvent-ils continuer à jouer un rôle-clé, rendu d'autant plus nécessaire par les réformes en cours aux différents niveaux de pouvoir, et les enjeux actuels de société?

Intervenant: Alain Vaessen, Directeur général, Fédération des CPAS de Wallonie



Alain Vaessen, Directeur général, Fédération des CPAS de Wallonie: « Les CPAS ont 50 ans, puisqu'ils ont été créés en 1976. En 50 ans, ils ont considérablement évolué. Je citerai deux chiffres: au début de leur création, il y avait 7 000 minimexés. Aujourd'hui, c'est 170 000. En fait, les CPAS ont toujours été là pour faire face aux différents événements socio-économiques et à toutes les crises. Et donc il y a un phénomène de miroir entre l'histoire de la Belgique socio-économique et l'histoire de l'institution CPAS. Quand on regarde dans le rétroviseur, on remarque

cependant que la logique s'est inversée. Les CPAS ont été créés de façon résiduaire, c'est-à-dire qu'ils viennent comme dernier maillon, comme dernier filet social, quand, en amont, tout est intervenu pour aider les personnes. En 2027, cela va s'inverser. Pourquoi? Parce que nous aurons plus de personnes au CPAS que de chômeurs indemnisés. Alors, ce dont nous avons besoin pour l'avenir, si on se projette, c'est de stabilité et de soutien. Quand on voit l'ensemble des réformes qui sont menées, et pour que les CPAS puissent les mettre en oeuvre, il faut que les CPAS soient pleinement en ordre de marche et stabilisés. Le CPAS est le bras social de la commune, mais il est aussi, et parfois on l'oublie, le bras local d'un système de protection universelle qui émane de la sécurité sociale. Et cela, il faut absolument le préserver ».

Vendredi 17 avril

AGIR ENSEMBLE POUR RAPPROCHER L'EUROPE DES COMMUNAUTÉS LOCALES

ORGANISATEURS: REPRÉSENTATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE EN BELGIQUE, UVCW/EUROPE DIRECT

Des représentants de la Commission européenne, en collaboration avec l'UVCW, ont présenté la nouvelle génération 2026-2030 du Réseau Europe Direct en Belgique, ainsi que le Réseau européen des conseillers locaux. La conférence a également dévoilé de nouveaux outils de communication destinés à promouvoir l'Europe au niveau local: de l'inspiration et du soutien concret pour européaniser sa commune.

Intervenants: Thomas de Béthune, Chef de la Représentation de la Commission européenne en Belgique; Michèle Boverie, Secrétaire générale de l'UVCW; Sanne De Ryck, Cheffe du Bureau de liaison du Parlement européen en Belgique; David Marchal, Responsable de l'Europe Direct Hainaut; et Olivier Barthélemy, Bourgmestre de Habay et membre du Réseau européen des conseillers locaux





Thomas de Béthune, Chef de la Représentation de la Commission européenne en Belgique:
« Nous sommes présents à Municipalia parce qu'on veut travailler avec les communes. Les communes sont très importantes pour l'Union européenne. C'est le lieu où il y a évidemment beaucoup de

financements, mais aussi beaucoup de réglementations européennes qui se mettent en œuvre. Donc, dans le cadre d'un dialogue avec les communes, nous avons besoin de savoir quel est leur point de vue sur l'Union européenne, quels sont leurs besoins pour entretenir ce dialogue. Mais nous avons aussi besoin de leur dire que parler d'Europe aujourd'hui, c'est surtout très important dans le contexte géopolitique, dans les enjeux du pays et de la Région. Il faut que nous parlions avec les citoyens et montrer en quoi l'Europe est « la » solution. C'est en effet ensemble que l'on peut trouver des solutions, pas uniquement au niveau d'une commune, pas uniquement au niveau d'une Région, mais au niveau de l'Union européenne. Nous avons ainsi la chance de travailler avec l'Union des Villes et Communes de Wallonie, qui est devenue un Centre « Europe direct » et qui sera donc en contact avec toutes les communes de Wallonie pour parler d'Europe, transmettre l'information et nous faire revenir les enjeux auxquels les communes font face en matière de politique européenne. »

DÉCOUVREZ MAKITA EN ACTION



TESTEZ NOS
MACHINES SUR
VOTRE SITE.



Demandez
votre démo dès
maintenant !

www.makita.be

